

Unité départementale du Bas-Rhin
Equipe Sud
14 rue du Bataillon de Marche n° 24
67050 STRASBOURG Cedex

Strasbourg, le 14 juin 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



FULCHIRON Alsace

Aschbruch
67690 HATTEN

Références : 0066/JW/CE

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/06/2022 dans l'établissement FULCHIRON Alsace implanté Aschbruch - 67690 HATTEN. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FULCHIRON Alsace
- lieu-dit Aschbruch - 67690 HATTEN
- Code AIOT dans GUN : 0006700066
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La carrière de Hatten n'est plus exploitée à ce stade. L'exploitant a renoncé à l'extraction des terrains situés dans la partie sud.

Les installations assurent le traitement des matériaux extraits dans la carrière de Riedseltz.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suivis écologiques ;
- équipements abandonnés ;
- surveillance des eaux souterraines et des eaux superficielles.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à la Préfète ; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- «avec suites administratives» : les non-conformités relevées conduisent à proposer à la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- «susceptible de suites administratives» : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- «sans suite administrative».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 10/09/2013, article 9.2.3	/	Lettre de suite préfectorale

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Schéma des réseaux	Arrêté Préfectoral du 10/09/2013, article 4.2.2	/	Sans objet
Surveillance des rejets	Arrêté Préfectoral du 10/09/2013, article 9.2.2.1	/	Sans objet
Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 10/09/2013, article 8.5.1	/	Sans objet
Accès	Arrêté Préfectoral du 10/09/2013, article 8.2.1	/	Sans objet
Habitats et espèces protégées	Arrêté Préfectoral du 10/09/2013, article 8.3.1.3	/	Sans objet
Entretien du séparateur à hydrocarbures	Arrêté Préfectoral du 10/09/2013, article 4.3.3	/	Sans objet
Equipements abandonnés	Arrêté Préfectoral du 10/09/2013, article 1.7.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a mis en évidence une non-conformité relative aux paramètres analysés dans le cadre de la surveillance des eaux souterraines.

Concernant les espèces protégées, l'exploitant assure les suivis écologiques prescrits.

Il convient qu'il établisse un bilan des mesures de compensation mises en oeuvre et, pour celles non réalisées, qu'il détermine la nécessité de les mettre en oeuvre ou pas, notamment en regard de l'abandon de certaines zones d'exploitation.

De plus, des espèces exotiques envahissantes ont été observées dans le périmètre de la carrière. Il convient que l'exploitant mette en oeuvre les mesures de gestion visant à maîtriser leur développement, voire à les éradiquer dès cette année.

Enfin, d'anciennes cuves de stockage de gasoil ont été observées sur le site. Il convient que l'exploitant statue sur leur usage futur et, le cas échéant, qu'il les évacue dans les meilleurs délais.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Schéma des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/09/2013, article 4.2.2
Thème(s) : Autre, Schéma des réseaux
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux (alimentation en eau et collecte des effluents) est établi par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et daté. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître : <ul style="list-style-type: none"> • l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ; • les dispositifs de protection ; • les secteurs collectés et les réseaux associés ; • les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...) ; • les ouvrages d'épuration internes avec leurs points de contrôle et les points de rejet* de toute nature.
Constats : L'exploitant a présenté un schéma des réseaux. Le fossé dirigé vers le plan d'eau et participant à l'évacuation des eaux pluviales, situé en sortie de l'aire de ravitaillement n'est pas représenté sur le schéma.
Observations : Il convient que l'exploitant complète le schéma des réseaux en y représentant le fossé d'évacuation des eaux pluviales en sortie de l'aire de ravitaillement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Surveillance des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/09/2013, article 9.2.2.1
Thème(s) : Autre, Surveillance des rejets
Prescription contrôlée : Les eaux canalisées issues du séparateur d'hydrocarbures, les eaux canalisées de l'installation de lavage des véhicules et des engins, les eaux pluviales canalisées et les autres eaux canalisées sont dirigées vers des bassins de décantation, vers des lagunes ou vers des bassins de collecte et ne peuvent être rejetées dans le plan d'eau qu'après avoir subi, le cas échéant, un traitement (neutralisation, décantation ...). Les valeurs limites suivantes doivent être respectées : <ul style="list-style-type: none"> • MEST < 35 mg/l ; • DCO sur effluent non décanté < 125 mg/l.
Les paramètres énumérés ci-dessus, doivent être mesurés au moins une fois par an par un laboratoire agréé pour ces analyses.
Constats : Les analyses du 6 février 2022 réalisées par Eurofins ont été présentées. Une analyse a également été réalisée sur le paramètre acrylamide. Une analyse a également été réalisée en sortie de séparateur à hydrocarbures le 11 avril 2022. Les résultats n'appellent pas de remarque.
Observations : sans objet
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/09/2013, article 9.2.3
Thème(s) : Autre, Surveillance des eaux souterraines
Prescription contrôlée : Les eaux souterraines sont prélevées par un laboratoire agréé au moins une fois par an dans au moins un piézomètre situé à l'aval et dans au moins un piézomètre situé à l'amont de la carrière. Les résultats sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et doivent être archivés par l'exploitant jusqu'à la fin de l'autorisation. Toutefois, les valeurs manifestement anormales des paramètres fixés ci-dessus sont signalées par l'exploitant à l'inspection des installations classées avec ses explications et avec ses propositions pour remédier aux anomalies.
Constats : L'exploitant a présenté les analyses réalisées par Eurofins le 6 février 2022. Les analyses comportent des paramètres non prescrits (métaux), mais ne comportent pas tous les paramètres prescrits et notamment les chlorures, les phosphates, les nitrates et l'ammonium. Les résultats ne mettent pas en évidence d'incidence de l'exploitation sur la qualité des eaux souterraines pour les paramètres analysés.
Observations : sans objet
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/09/2013, article 8.5.1
Thème(s) : Autre, Plan d'exploitation
Prescription contrôlée : Il est établi, pour la carrière, un plan d'exploitation, à une échelle au moins aussi précise que le 1/1000e, orienté.
Constats : L'exploitant a présenté le plan du 17 janvier 2022. Le plan n'appelle pas de remarques.
Observations : sans objet
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Accès

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/09/2013, article 8.2.1
Thème(s) : Autre, Accès
Prescription contrôlée : Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, l'accès à la carrière est interdit. Les personnes étrangères à l'établissement ne doivent pas avoir un accès libre aux installations. Toute personne qui arrive dans la carrière doit obligatoirement passer devant un point de contrôle et doit obtenir une autorisation avant de pouvoir pénétrer sur le site. L'accès à toute zone dangereuse des travaux d'exploitation à ciel ouvert est interdit par une clôture ou par tout autre dispositif équivalent. Les dangers sont signalés par des pancartes placées, d'une part, sur les chemins d'accès aux abords des travaux et des installations de stockage des déchets inertes et des terres non polluées qui résultent du fonctionnement de la carrière, d'autre part, à proximité des zones clôturées.
Constats : Il a été constaté l'absence de panneaux rappelant l'interdiction d'accès au site au niveau d'un ancien chemin d'accès à la carrière, situé sur la gauche du chemin menant à l'entrée principale. Le chemin est toutefois barré par un dispositif horizontal.
Observations : il convient que l'exploitant ajoute un panneau rappelant l'interdiction d'accès au site à cet endroit dans les meilleurs délais.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Habitats et espèces protégées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/09/2013, article 8.3.1.3
Thème(s) : Autre, Espèces protégées
Prescription contrôlée : Sont interdits, en dehors des conditions fixées par la dérogation pour la destruction, l'altération ou la dégradation de sites de reproduction ou d'aires de repos d'animaux d'espèces protégées : [...] Arrêté du 27 avril 2015 portant dérogation aux interdictions de destructions de spécimens et de transferts d'espèces protégées Article 3 : la présente dérogation est délivrée sous réserve de la mise en oeuvre ainsi que du suivi des engagements pris par le bénéficiaire et notamment : [...] 3. des mesures de suivi détaillées ci-dessous : - un suivi ornithologique ; - un suivi annuel des amphibiens et des reptiles ; - un suivi des Odonates en année n+1 et n+2, puis tous les 5 ans.
Constats : Concernant les suivis écologiques, l'exploitant a présenté les rapports du suivi herpétologique réalisé par Bufo en 2021 et du suivi de l'avifaune réalisé par la LPO en 2021. Concernant le suivi herpétologique, le rapport Bufo présente de nombreuses recommandations. L'exploitant a indiqué que les préconisations ont été prises en compte et notamment : - l'aménagement des mares 4, 5 et 6 aurait été réalisé (cet aménagement n'a pas pu être observé compte tenu d'une végétation importante sur les voies d'accès) ; - l'ornière permanente 3 a été retravaillée d'après l'exploitant, mais elle était à sec le jour du contrôle. D'après l'exploitant, après remaniement, un certain temps est nécessaire afin de retrouver un substrat imperméable ; - un chemin a été aménagé pour accéder à la partie sud-ouest de la carrière, limitant ainsi les risques de créer des ornières. Toutefois, l'exploitant n'assure pas de traçabilité de la prise en compte de ces recommandations. Le rapport Bufo mentionne également une pollution lumineuse avec la persistance d'un éclairage nocturne dans la carrière portant préjudice aux invertébrés. L'exploitant a indiqué avoir paramétré ses installations pour une coupure de l'éclairage une heure après la fin de l'activité et un redémarrage une heure avant la reprise (l'heure de marge visant à palier des imprévus et à permettre au personnel de quitter les installations en sécurité). Enfin, le rapport Bufo signale la présence d'espèces exotiques envahissantes. A cet égard, l'exploitant n'a pas encore mis en oeuvre d'actions visant à maîtriser le développement de ces espèces (Raisin d'Amérique, Solidage, Robinier faux acacia). Le rapport de la LPO présente également des préconisations qui n'ont pas encore été prises en compte : - l'aménagement d'une zone graveleuse pour le Petit gravelot. L'exploitant a indiqué qu'une zone serait aménagée au sud-ouest. Il a indiqué que cette année deux adultes et deux poussins auraient été observés sur le site ; - l'aménagement d'un mur à Hirondelle des rivages. L'aménagement n'a pas encore été réalisé. L'exploitant a indiqué que l'aménagement est prévu cet été. Des échanges sont en cours avec la LPO en ce sens. Concernant les aménagements en faveur des amphibiens, il a été constaté l'aménagement de mares et d'ornières sur le site.
Observations : Concernant les recommandations des organismes de suivi, il convient que l'exploitant assure une traçabilité des actions mises en oeuvre.

Concernant les aménagements prescrits par l'arrêté du 27 avril 2015, il convient que l'exploitant établisse un bilan des actions mises en oeuvre et de celles qui ne sont plus nécessaires compte tenu de l'abandon de certaines zones d'exploitation. Le bilan sera transmis à l'Inspection, dans un délai de deux mois.

Pour les amphibiens, il convient que l'exploitant présente un bilan des surfaces aménagées et des espèces visées par les aménagements au regard des dispositions de la dérogation aux interdictions relatives aux espèces protégées.

En outre, l'Inspection a pris note de l'engagement de l'exploitant à réaliser le mur à Hirondelle des rivages cet été. Il convient que l'exploitant transmette des justificatifs à l'Inspection d'ici fin septembre.

Enfin, concernant les espèces exotiques envahissantes, il convient que l'exploitant mette en oeuvre les mesures préconisées par l'organisme de suivi afin de maîtriser leur développement, voire de les éradiquer.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Entretien du séparateur à hydrocarbures

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/09/2013, article 4.3.3

Thème(s) : Risques chroniques, Entretien du séparateur à hydrocarbures

Prescription contrôlée :

Le décanteur-séparateur d'hydrocarbures est régulièrement vidangé et curé de manière à garantir en permanence son efficacité. Les documents attestant de l'entretien de cet équipement sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats : Le décanteur-séparateur à hydrocarbures n'a pas encore fait l'objet d'un curage depuis son installation, il y a plus de deux ans.

Toutefois, l'exploitant a présenté un bon de commande daté du 2 juin 2022 pour l'entretien de ce dispositif.

Le fossé situé en aval du dispositif comportait une quantité importante de matériaux fins.

Observations : Il convient que l'exploitant transmette à l'Inspection le justificatif de réalisation de l'entretien du décanteur-séparateur d'hydrocarbures dans un délai de deux mois.

Par ailleurs, il convient qu'il mette en place un suivi régulier de l'ouvrage afin de vérifier la nécessité de procéder ou non à un entretien. Le suivi sera à tracer dans un registre.

Concernant le fossé situé en sortie du séparateur, il convient que l'exploitant assure son curage autant que de besoin.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Equipements abandonnés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/09/2013, article 1.7.3

Thème(s) : Autre, Anciennes cuves de gasoil

Prescription contrôlée :

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

Constats : Il a été constaté la présence de deux anciennes cuves de stockage de gasoil disposées sur rétention qui ne sont plus utilisées.

Observations : Il convient que l'exploitant statue sur une utilisation ultérieure de ces cuves.
Si celles-ci ne sont plus destinées à être utilisées, il convient que l'exploitant les évacue dans les meilleurs délais.
Il est rappelé que le maintien sur site d'équipements n'ayant plus d'utilité et susceptible de créer une pollution constitue une non-conformité.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet